

Audience publique du 19 novembre 2008

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 23937 du rôle et déposée le 10 janvier 2008 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., ..., demeurant à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 16 octobre 2008 portant rejet de sa réclamation introduite le 24 novembre 2006 contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 2004, émis le 3 novembre 2004 par le bureau d'imposition Luxembourg 2 ;

Vu la traduction en langue française de la prédite requête déposée au greffe du tribunal administratif par Monsieur ... en date du 25 mars 2008 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 9 avril 2008 ;

Vu le jugement du tribunal administratif du 29 septembre 2008, déclarant le recours en réformation recevable et ordonnant la production de mémoires complémentaires ;

Vu le mémoire complémentaire du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 16 octobre 2008 ;

Vu le mémoire complémentaire déposé au greffe du tribunal administratif par Monsieur ... le 11 novembre 2008 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... en ses explications et Monsieur le délégué du Gouvernement Claude LICK en ses plaidoiries à l'audience publique du 17 novembre 2008.

Le 3 novembre 2004, le bureau d'imposition Luxembourg 2 de la section personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes émit à l'encontre de Monsieur ... un bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour l'année 2004.

Par courrier recommandé du 25 novembre 2006, Monsieur ... introduisit une réclamation à l'encontre du prédit bulletin d'impôt en contestant la majoration d'un montant de 41.362,52 euros retenue par le bureau d'imposition de son revenu net provenant de capitaux mobiliers.

Le directeur rejeta cette réclamation par décision du 16 octobre 2007, motivée comme suit :

« Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit (§ 238 AO), dans les forme (§ 249 AO) et délai (§ 245 AO) de la loi, qu'elle est partant recevable ;

Considérant que le réclamant fait grief au bureau d'imposition d'avoir majoré le revenu net provenant de capitaux mobiliers par voie de taxation de 41.362,52 euros ;

Considérant qu'en vertu du § 243 AO, une réclamation régulièrement introduite déclenche d'office un réexamen intégral de la cause, sans égard aux conclusions et moyens du requérant, la loi d'impôt étant d'ordre public (décision dir. du 9.9.1991 n° C 7640 du rôle) ;

qu'à cet égard le contrôle de la légalité externe de l'acte doit précéder celui du bien-fondé (décision dir. du 21.5.1993 n° C 7444 du rôle) ;

qu'en l'espèce la forme suivie par le bureau d'imposition ne prête pas à critique ;

Considérant que le réclamant conteste l'ajout d'un montant de 41.362,52 euros en tant que revenu net provenant de capitaux mobiliers ;

que le bureau d'imposition n'aurait pas demandé d'explications supplémentaires ;

Considérant que les seuls revenus déclarés pour l'année litigieuse par le réclamant sont des revenus nets provenant de capitaux mobiliers de 6.223,99 euros ;

que l'activité commerciale (articles de papeterie), créée en 2003, n'a pas engendré de bénéfice et peut même être considérée comme inexistante pendant l'année litigieuse suivant bilan déposé par le réclamant ;

Considérant que le réclamant a cependant dû faire face à certaines obligations en 2004, en l'occurrence le remboursement de sa dette hypothécaire, le paiement des cotisations sociales et d'assurances et le remboursement de dettes chirographaires ;

que suivant déclaration le réclamant a également acquis entre autres, un appartement situé à Edinburgh en date du 8 septembre 2004 au prix de 17.465,25 GBP (25.684,19 euros) ;

Considérant que le bureau d'imposition avait invité le réclamant en vertu du § 205 al. 1 AO, par courrier émis en date du 15 juin 2006, de fournir des renseignements supplémentaires et des pièces justificatives ;

Considérant que le réclamant avait donné suite au courrier du bureau d'imposition le 12 juillet 2006 et le 1^{er} août 2006 en joignant des pièces justificatives ;

Considérant qu'en date du 12 septembre 2006, le bureau d'imposition demandait, en vertu du § 205 al. 1 AO, des renseignements supplémentaires quant à l'acquisition et la vente de titres ;

Considérant que le réclamant faisait parvenir les explications et pièces demandées au bureau d'imposition le 25 septembre 2006 ;

Considérant finalement que toutes ces explications et pièces ne lui ayant pas semblé concluantes, le bureau a informé le réclamant, conformément au § 205 al. 3 AO par courrier du 3 octobre 2006 de la taxation des revenus nets de capitaux mobiliers ;

que ce courrier était resté sans suite de la part du réclamant ;

Considérant que le réclamant fait valoir dans sa réclamation que les dépenses engagées auraient été financées par les avoirs en comptes et que ces comptes seraient alimentés par des sources externes ;

Considérant que le réclamant a été invité, au contentieux, à présenter les extraits bancaires documentant les avoirs en compte au 1er janvier et au 31 décembre de l'année litigieuse ainsi qu'une copie de l'acte d'acquisition de l'appartement situé à Edinburgh en Ecosse ;

Considérant que le réclamant s'est borné, dans sa réponse, à réaffirmer ses assertions tout en refusant de produire les pièces demandées de sorte que les affirmations du réclamant restent à l'état de pures allégations ;

Considérant que les contribuables ne doivent s'imputer qu'à eux-mêmes les conséquences éventuellement désavantageuses de la taxation, lorsque c'est par suite de leur propre comportement fautif qu'il a été nécessaire de recourir à cette mesure (cf. jur. const.: Conseil d'Etat du 11.04.1962, n° 5742 du rôle; Trib. Admin. du 19.06.2000, n° 11295 du rôle; Cour Admin. du 30.01.2001, .no 12311C du rôle) ;

Considérant que pour le surplus, l'imposition est conforme à la loi et aux faits de la cause et n'est d'ailleurs pas contestée ».

A l'encontre de cette décision directoriale de rejet, Monsieur ... introduisit un recours contentieux tendant à sa réformation par requête déposée le 10 janvier 2008, rédigée en langue anglaise, et en date du 25 mars 2008, il a encore déposé une traduction en langue française de ladite requête.

Le délégué du Gouvernement ayant soulevé dans son mémoire en réponse l'irrecevabilité de la requête déposée en date du 10 janvier 2008 pour violation de l'article 3 de la loi modifiée du 24 février 1984 sur le régime des langues ainsi que la tardiveté de la requête déposée en date du 25 mars 2008, le tribunal, par jugement du 29 septembre 2008, rejeta ce moyen et déclara le recours en réformation recevable.

Le tribunal, par ce même jugement du 29 septembre 2008, ordonna à l'Etat la production d'un mémoire complémentaire portant plus particulièrement sur la question de la communication des pièces litigieuses et précisant le cas échéant les pièces faisant défaut ainsi que justifiant le montant taxé de 41.362,52 euros, tout en réservant le droit pour le demandeur d'y répondre par un mémoire supplémentaire.

Si dans le cadre de son mémoire complémentaire l'Etat explique que le bureau d'imposition a dû recourir à une comparaison de fortune et qu'il a, en vertu des pièces en sa possession, calculé un revenu de 6.223,99 euros et des dépenses de 47.586,51 euros, de sorte que « *comme on ne peut cependant dépenser plus qu'on ne possède* », la différence entre ces deux montants, soit 41.362,52 euros, a été ajoutée dans la catégorie revenus, Monsieur ... expose de son côté avoir produit en temps utile toutes les pièces exigées par le bureau d'imposition, et en particulier les pièces justifiant sa situation de fortune, ainsi que l'origine des fonds ayant permis les dépenses constatées par le bureau, de sorte que les calculs effectués par celui-ci seraient erronés.

Force est dès lors de constater à partir des explications fournies par Monsieur ... que les éléments actuellement fournis au tribunal concernant ses revenus de et la justification du montant retenu par l'administration des Contributions directes ne permettent pas, en l'état, une conclusion univoque.

Dans la mesure où le règlement de procédure applicable devant les juridictions administratives n'y déroge pas, les prescriptions du Nouveau code de procédure civile sont applicables devant le tribunal administratif. Le tribunal peut ainsi, en vertu de l'article 384 du Nouveau code de procédure civile, faire comparaître personnellement les parties, tout comme il peut, en vertu de l'article 405 du Nouveau code de procédure civile entendre sans prestation de serment les personnes qui ne peuvent pas témoigner.

Il échet dès lors d'ordonner la comparution des parties ainsi que l'audition à titre d'information de Monsieur ..., inspecteur principal, préposé du bureau d'imposition Luxembourg 2, tous autres droits et moyens étant réservés.

Par ces motifs ;

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,

avant tout autre progrès en cause, tous autres droits et moyens des parties étant réservés, convoque les parties ainsi que Monsieur ..., inspecteur principal, préposé du bureau d'imposition Luxembourg 2, en chambre du conseil pour le 15 décembre 2008, à 10.30 heures ;

réserve les frais ;

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 19 novembre 2008 par :

Paulette Lenert, vice-président,
Marc Sünner, juge,
Claude Fellens, juge,

en présence d'Arny Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Lenert